

DISTR : LIMITEE
ECA/IDD/INR/WP/3
ECA/CMI.6/INR/WP/3

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE (CEA)

ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAINNE (OUA)

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR LE DEVELOP-
PEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)

REUNION INTERGOUVERNEMENTALE D'EXPERTS
SUR LE PROGRAMME DE LA DECENNIE POUR
LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

ADDIS ABABA, 19 - 23 OCTOBRE 1981

SIXIEME CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS
DE L'INDUSTRIE
KAMPALA, 23 - 29 NOVEMBRE 1981

PROPOSITIONS CONCERNANT L'ELABORATION ET L'EXECUTION
D'UN PROGRAMME DE LA DECENNIE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

CHAPITRE III
CONTROLE ET RAPPORTS SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME
DE LA DECENNIE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>PARAGRAPHERS</u>
I. INTRODUCTION	I - 6
II. RAISONS FONDAMENTALES MOTIVANT LA COORDI- NATION ET LE CONTROLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE LA DECENNIE	7
A. But du contrôle de l'exécution des Programmes et Projets	8
B. Définition des Objectifs des Programmes et Projets	9
C. Données et Informations de base	10 - 12
III. MODALITES ENVISAGEES POUR LA COORDINATION ET LE CONTROLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE LA DECENNIE	13
A. Action au niveau national	14 - 19
B. Secteur privé	20 - 21
C. Contrôle et rapports aux niveaux sous- régional et régional	22 - 24
D. Contributions des Organisations Internatio- nales	25 - 28
IV. CONCLUSIONS	29 - 31

I. INTRODUCTION

1. Le chapitre XIII du Plan d'Action de Lagos porte essentiellement sur la planification du développement. Ce chapitre stipule que "ce qui est le plus souvent absent de ces plans, c'est la partie relative à la mise en oeuvre du Plan qui porte d'habitude sur les besoins en main-d'oeuvre, les besoins techniques, les incidences financières plus clairement définies, un calendrier d'exécution, un système de surveillance continue et l'harmonisation avec les plans de développement économique des pays voisins, tout comme aux niveaux sous-régional et régional. L'absence d'un tel plan de mise en oeuvre a fait que les plans de développement économique de la plupart des pays africains ne se trouvent pas seulement à la merci des changements politiques et économiques du monde, mais qu'ils ne peuvent pas être réalisés". 1/

2. Le chapitre stipule en outre que "la réussite de l'élaboration et de l'exécution d'un plan de développement économique dépend, dans une large mesure, de la mobilisation de toutes les compétences techniques nationales. Une infrastructure institutionnelle nationale de développement économique doit, par conséquent, être solidement construite pour servir de cadre approprié à la mobilisation de l'ensemble de la population, de l'expertise technique en particulier, pour tous les domaines des activités de développement économiques." 2/

3. A la lumière de ce qui précède, il est proposé qu'il conviendrait de créer au sein de toute infrastructure institutionnelle de développement économique et suivant les priorités nationales des ministères, des commissions, des directions, des organisations, des comités techniques et des associations professionnelles compétents. A cet égard, il faudra noter que le mécanisme institutionnel gouvernemental qui a été créé dans la plupart des Etats membres est un mécanisme administratif et n'a aucun rapport avec le développement économique.

4. Comme il est indiqué dans le Chapitre premier du présent document, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont estimé dans les paragraphes 56 et 57 du Plan d'Action de Lagos que "l'industrialisation de l'Afrique en général et de chaque Etat membre en particulier constitue une option fondamentale dans l'action globale destinée à sortir l'Afrique du sous-développement et de sa dépendance économique. Le développement économique et social intégré de l'Afrique exige la création d'une industrie dans chaque Etat membre conçue dans l'intérêt du pays et destinée à se renforcer dans le cadre d'une complémentarité d'action au niveau de la sous-région et de la région". 3/

1/ Plan d'Action de Lagos en vue du développement économique de l'Afrique, 1980 - 2000, OUA, par. 326

2/ Ibid, par. 327

3/

"En assurant l'harmonisation des actions de développement et l'utilisation optimale des ressources limitées des différents Etats membres, la coopération industrielle crée les conditions favorables à la réalisation de l'autonomie collective à l'échelle de la région et de la sous-région tout en offrant un cadre au renforcement des efforts de chaque pays". 4/

5. Conscients de cette situation et de la nécessité d'oeuvrer dans le sens de la concrétisation des objectifs de développement, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé dans le paragraphe 58 du Plan d'Action de Lagos, leur soutien à la résolution recommandant la proclamation des années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ce faisant, ils se sont déclarés pleinement conscients du fait "qu'une telle proclamation implique des obligations pour tous ceux qui y auront souscrit s'engageant ainsi à apporter une contribution appropriée aux efforts nécessaires au succès de cette action". Ils ont exprimé leur détermination à "prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein succès de cette Décennie". 5/

6. Compte tenu de ce qui précède, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont demandé au Secrétaire Général de l'OUA dans la résolution sur le Plan d'Action de Lagos de "préparer et de convoquer la réunion des Commissions appropriées de l'OUA" et "de préparer et de présenter à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des rapports périodiques sur les progrès réalisés dans l'exécution du Plan d'Action par les Etats membres." Les activités de coordination et de contrôle de l'exécution du programme de la Décennie pour le Développement Industriel en Afrique devront en conséquence être entreprises non seulement dans ce cadre mais également en harmonie avec les activités analogues de coordination et de contrôle de la mise en oeuvre du Plan d'Action et de l'Acte Final de Lagos.

II. RAISONS FONDAMENTALES MOTIVANT LA COORDINATION ET LE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE

7. Les plans de développement, y compris les programmes et projets du secteur industriel aussi bien formulés et aussi bien cohérents, réalistes et complets soient-ils n'auront aucun impact ou des résultats positifs sur l'ensemble du développement économique s'ils ne sont pas efficacement exécutés. La condition préalable à l'exécution efficace de tels programmes et projets est la création d'une structure organisationnelle et administrative efficace qui permettrait un contrôle continu de ces programmes et projets et permettrait également d'évaluer le progrès réalisé dans leur exécution et de déterminer les causes et les solutions en vue des ajustements opérés où il s'avère nécessaire. Cela laisse supposer que :

- a) les objectifs des programmes et projets, leurs buts, etc...devant être réalisés sont clairement définis tant qualitativement que quantitativement ;
- b) les données et les informations de base (en particulier les données de base) sont périodiquement recueillies, analysées, enregistrées et fournies aux responsables et que :
- c) des rapports d'évaluation sont périodiquement préparés et utilisés en temps voulu afin qu'ils ne deviennent pas caducs et qu'une situation qui pourrait être évitée ne se détériore parce que l'ajustement n'a pas été apporté en temps opportun.

A. Buts du contrôle de l'exécution des programmes et projets

8. Le but du contrôle de l'exécution des programmes et projets est de permettre aux organes de décisions, aux directeurs des programmes et aux administrateurs des projets d'examiner et d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution des programmes et projets. L'activité de contrôle permettra entre autres la collecte de l'information concernant le progrès accompli et les difficultés rencontrées dans l'exécution des programmes et des activités. La mesure aidera à adopter des mesures correctives et à mettre en place un mécanisme de "feed-back" pour les activités de la prochaine période de planification. Etant donné que les conditions instables rendent les déviations des objectifs initiaux inévitables, le progrès doit être évalué en rapport avec les conditions prévalentes afin d'identifier le plus tôt possible les goulots d'étranglement potentiels (ou existants) ; de déterminer leurs causes ; d'évaluer dans quelle mesure les déviations compromettant la réalisation des objectifs fixés ; de proposer des mesures pour les surmonter en temps opportun en adoptant et en mettant en oeuvre les mesures appropriées.

B. Définition des objectifs des programmes et projets

9. Afin d'effectuer un contrôle efficace des programmes et projets, il faudrait avant tout définir tant quantitativement que qualitativement les objectifs des programmes et projets. Il faudrait en outre prévoir une série de normes permettant de mesurer le progrès réalisé. Il faudrait établir une différence entre les objectifs physiques et financiers étant donné qu'il existe souvent une confusion entre l'investissement (le flux financier par exemple) et la croissance et le développement (par exemple la production des biens et des services pour répondre aux besoins des masses). Il faudrait également fixer les objectifs dont la réalisation se ferait par phases, par exemple au niveau de leur élaboration aussi bien qu'à celui de leur exécution et, à chaque phase, il faudrait définir clairement les résultats des projets.

C. Données et Informations de base

IO. Un important facteur dans le contrôle des programmes et projets est la collecte, l'analyse et l'interprétation des données qui seront utilisées avant, pendant et après l'exécution des programmes et projets. Les données de bases sont particulièrement essentielles étant donné qu'elles sont destinées à permettre plus tard d'évaluer les résultats des projets. Il faudrait par conséquent les recueillir avant d'entreprendre toute activité et il faudrait ensuite tenir à jour un registre des projets.

II. Les données et les informations peuvent être recueillies de diverses manières, soit au moyen d'études et de questionnaires, des visites à des projets similaires (dans des cas similaires), soit en recourant aux services de consultants en la matière. La collecte de l'information, son traitement et sa diffusion nécessitent la participation de diverses catégories de personnes. Il faudrait en conséquence s'assurer de la participation des personnes intéressées et touchées par les programmes et projets. 6/ A cet égard, il est essentiel d'élaborer et d'exécuter des programmes spéciaux en vue de la formation des diverses catégories de personnel (les responsables, les directeurs de programmes, les administrateurs de projets, etc...) chargés du contrôle des programmes et projets.

I2. A la lumière des données et des informations recueillies, il faudrait préparer périodiquement des rapports sur l'état d'avancement général des programmes et projets suivant les indications concernant les objectifs fixés. De tels rapports périodiques devraient porter sur tous les aspects des programmes et projets, tels que le matériel, le personnel (et la formation), les accords financiers, la sensibilisation du public et les travaux d'exécution réels des programmes et projets. Les rapports devraient évaluer tous ces aspects et déterminer les résultats enregistrés dans la réalisation des objectifs, examiner les difficultés et formuler un programme de travail pour la période restante en tenant compte de toutes les réalisations. A cet égard, il faudrait accorder une attention particulière au contrôle des principaux facteurs qui ont permis la transformation des structures en vue de la réalisation des objectifs d'auto-suffisance et d'autonomie.

III. MODALITES ENVISAGEES POUR LA COORDINATION ET LE CONTROLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE LA DECENNIE

I3. Le succès de la Décennie pour le Développement Industriel en Afrique dépendra de la planification judicieuse des activités et du contrôle de leur exécution non seulement au niveau national, mais également aux niveaux régional,

sous-régional et continental. On s'attend à ce que aussitôt après l'adoption du Cadre d'un Programme pour la Décennie, à ce qu'une série de mesures soient entreprises aux niveaux national, sous-régional, régional et continental pour élaborer un programme beaucoup plus complet pour la décennie, y compris des mécanismes appropriés de coordination et de contrôle de l'exécution du programme. Pour faciliter une telle opération, nous proposons pour examen les mesures suivantes :

A. Action au niveau national

I4. La plupart des pays africains mettent davantage l'accent sur le processus de planification économique ainsi que sur l'élaboration des plans de développement et chacun a invariablement créé à cette fin un mécanisme central de planification. L'exécution, y compris le contrôle, l'examen et l'évaluation de ces plans, de ces programmes et projets reçoivent généralement peu d'attention et sont souvent confiés aux différents départements gouvernementaux. Cela va sans dire qu'alors que l'on essaye de tenir compte des implications sectorielles des programmes et projets lors du processus de planification, on ne déploie pas souvent un effort similaire au stade de leur exécution. Il s'en est suivi un manque de coordination efficace des activités de suivi et d'ajustement qui pourraient se révéler nécessaires faute d'un examen et d'une évaluation périodiques. Ce qui fait que tous les programmes et projets ont des implications en particulier en ce qui concerne les dotations essentielles dans leur exécution, les activités de contrôle (y compris leur examen et leur évaluation) des programmes et projets de la Décennie pour le Développement industriel devant être exécutée par un service bien défini. Cette activité devra faire partie de l'ensemble des activités de contrôle des activités économiques générales telles qu'elles sont définies dans le Plan d'Action de Lagos.

I5. Il faudrait en conséquence désigner un service ou une agence chargé de la coordination et du contrôle de l'exécution des programmes, des projets et des activités de la Décennie. Un tel organe pourrait être le Ministère, la Commission, le Département ou la Direction chargé des activités de développement industriel dans le pays. Cet organe aura notamment pour attributions principales :

- a) le contrôle de l'exécution des activités de la décennie dans le pays
- b) la coordination des activités de tous les Ministères, départements participant aux activités d'industrialisation et en particulier, l'exécution des projets industriels
- c) l'élaboration des stratégies appropriées pour la collecte des fonds requis tant auprès des sources financières nationales qu'étrangères en vue du financement des activités de la décennie

- d) l'organisation d'une campagne nationale en vue de sensibiliser l'ensemble de la population à l'exécution des activités de la décennie;
- e) l'organisation des ateliers, des séminaires, des programmes de formation au niveau national, etc... comme moyen de sensibiliser davantage l'ensemble de la population sur la nécessité d'un développement industriel accéléré et de l'associer à ce processus;
- f) maintenir des contacts avec d'autres pays, avec l'OAU et avec la communauté internationale, en particulier avec les organisations internationales compétentes en vue de l'harmonisation des efforts à travers le continent.

16. L'organe devrait oeuvrer étroitement avec le Bureau Central de Planification ou le Ministère de Planification national et devrait jouir du même statut que ces derniers ainsi que du soutien de tous les secteurs du gouvernement et du secteur privé.

17. Etant donné que les activités de la Décennie pour le Développement Industriel concerneront plusieurs secteurs ainsi que d'autres ministères, en particulier les ministères s'occupant des Finances, de l'agriculture, des transports et des communications de l'énergie, de l'éducation, de l'information, de la Science et de la Technologie ; il conviendrait que chaque pays crée une comité national de coordination et de l'éducation du programme de la Décennie. Ce comité sera composé entre autres, de représentants de rang élevé des ministères concernées des secteurs publics et privés des chambres de commerce et d'industrie, ainsi que des représentants des universités des institutions financières, des instituts de recherche et des associations professionnelles. Il sera notamment chargé de fournir les directives générales concernant l'élaboration, l'exécution et le suivi du programme de la Décennie. Il faudrait que chaque Etat Membre mette également sur pied un comité inter-ministériel et d'autres comités techniques devant conseiller et aider le service national et le comité national de coordination dans la programmation et le suivi de l'exécution des programmes des projets et des activités de la Décennie. Il importe toutefois de souligner que le mécanisme institutionnel devant assurer la mise en oeuvre, l'évaluation continue et le suivi du programme et des projets doit être clairement défini et mis en place et que les mécanismes déjà existants doivent être renforcés afin de permettre une bonne coordination du programme et d'éviter la duplication inutile des efforts et des ressources. Beaucoup de pays africains devraient à l'heure actuelle, accorder à l'amélioration du contrôle et de l'administration des secteurs des programmes et des projets de développement l'importance qu'ils ont accordée à l'amélioration de l'administration publique en général et devraient refléter cette mesure dans leur budget.

18. Comme indiqué au chapitre II du présent document, la coordination et le suivi de l'exécution des programmes, des projets et des activités de la Décennie dépend dans une large mesure de la disponibilité des informations et des données statistiques. Il conviendrait donc de mettre en place un mécanisme institutionnel pour la Décennie qui comprendrait une banque d'informations bien structurée en vue de la collecte, de l'évaluation, du stockage, du traitement et de la diffusion de toutes les informations techniques et de toutes les données statistiques relatives au développement économique et ce, à l'intention des divers organismes ou sources s'occupant de la coordination et du suivi du suivi du programme de la Décennie. Compte tenu de la nature, du volume et de la diversité des informations requises, il serait nécessaire d'utiliser un système d'informations par ordinateur relié à la banque d'information technique et industrielles (INTIL) et au PADIS de la CEA.

19. Dans de nombreux pays africains, les entreprises publiques revêtent une importance capitale dans la planification et la mise en œuvre des programmes et des projets industriels. Il est fort probable que leur utilisation s'intensifiera avec la mise en œuvre du Plan d'Action de Lagos (en particulier dans ses dispositions relatives au secteur industriel). La multiplication de ces entreprises pourrait avoir des effets néfastes si leurs activités s'écartaient des objectifs du développement national. Il serait donc nécessaire d'assurer de mettre en place un organisme central de coordination et de suivi de l'exécution de ces activités dans le cadre des responsabilités collectives.

1. Le Secteur privé

20. Il s'agit là d'une domaine difficile du fait que les industries privées locales sont peu importantes dans tous les pays africains. Dans presque tous ces pays, les premiers efforts d'industrialisation n'ont pas permis la réalisation des objectifs politiques déclarés, aussi vaguement formulés soient-ils (remplacement des importations ou transformation locale des produits) en dépit des énormes incitations aux investisseurs étrangers. En ce qui concerne les industries de remplacement, des importations leurs produits se sont révélés beaucoup plus chères que les importations. Ces industries fonctionnaient en dessous de leur capacité réelle et appellent donc aux restrictions des importations, appel auquel les gouvernements obéissaient invariablement. Presque toutes ces industries fonctionnent encore de nos jours; cependant aucun effort cohérent n'a été fait pour les contrôler afin d'évaluer les progrès enregistrés dans la voie de la réalisation des objectifs fixés.

21. Dans la majorité des pays africains, les sociétés étrangères ont été les premières à se lancer dans le secteur privé. Pour assurer le suivi de la mise en œuvre du programme de la Décennie, il y aurait lieu d'associer le secteur privé au processus de fixation des objectifs des programmes et projets ainsi que des normes permettant d'évaluer les progrès réalisés. Il conviendrait par ailleurs d'établir et de maintenir un système de communication continue et harmonieuse entre le secteur privé et les organismes nationaux chargés de l'exécution du programme de la Décennie. Les accords

industriels ou les certificats délivrés aux entreprises industrielles privées, étrangères ou locales, doivent spécifier toutes les conditions relatives à la mise en œuvre effective des programmes et rapport sur le progrès réalisé en l'absence des progrès, renseignements sur tous les aspects de l'exécution du projet et suggestions des aménagements à faire etc. Ces rapports constitueront une base utile pour l'évaluation du rendement des entreprises.

C. Suivi et rapport aux niveaux sous-régional et régional

22. Le Plan d'Action de Lagos attache une importance particulière à la coopération sous-régionale et régionale. L'objectif est de formuler des programmes et des projets de développement industriel au niveau multinational afin d'assurer au maximum la complémentarité des industries et l'utilisation judicieuse des maigres ressources et exploiter au maximum les marchés régionaux et sous-régionaux.

23. En ce qui concerne les projets multinationaux il ne se produira aucun miracle tant que les capacités nationales pour la formulation et l'exécution (y compris le suivi et l'évaluation) ne seront pas renforcées. En fait c'est dans ce domaine que les problèmes risquent de s'aggraver. Les modalités du suivi de la mise en œuvre des projets industriels régionaux et sous-régionaux seraient notamment les suivantes :

- a) La mise en place d'un mécanisme inter-gouvernemental de coordination (ou le renforcement des mécanismes déjà existants) qui procéderait, sur la base de rapports périodiques concernant la mise en œuvre des projets; au contrôle et à l'évaluation de la mise en œuvre effective des projets; déciderait des aménagements requis et dégagerait les mesures à prendre. Ce mécanisme ferait partie du cadre général pour la coordination et suivi des programmes de développement économique régional et sous-régional et devrait avoir des **liens** avec des organismes homologues créés au niveau national dans les Etats Membres concernés. Il devrait entretenir des relations étroites avec les institutions spécialisées régionales et sous-régionales pour obtenir les services d'appui, les données et les informations dont il aura besoin.
- b) Une série de missions et d'ateliers périodiques d'évaluation qui évalueraient entre autres l'impact du programme sur le développement économique général en tenant compte de ses incidences socio-économiques et autres.
- c) Au niveau continental, la conférence des ministres africains de l'Industrie et le comité chargé du suivi de l'industrialisation ainsi que d'autres organismes analogues continueraient à donner les directives générales concernant toutes les

questions relatives à la mise en oeuvre des programmes de la Décennie. Aux fins de la mise en oeuvre des dits programmes au profit de tous les Etats membres, il serait opportun d'envisager la mise en place d'un mécanisme pour les consultations industrielles (et le règlement des conflits). Ce qui pourrait donner lieu à des accords industriels, à un code commun d'investissement etc.

- d) Les réunions annuelles du Comité ministériel chargé du suivi de l'industrialisation en Afrique et la conférence biennale des Ministres Africains de l'Industrie continueront à se tenir comme prévu quitte à y apporter de temps à autres les modifications qui s'avèreraient nécessaires. Comme par le passé, l'CUA la CEM et l'ONUDI prendront ensemble les dispositions nécessaires pour l'organisation de ces réunions et ce, dans le cadre du comité inter-sécrétariat CUA/CEM/ONUDI pour la Décennie.
- e) A cet égard, nous recommandons que l'évaluation de la phase préparatoire pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie soit effectuée en 1984, celle de la mise en oeuvre effective du programme en 1987 (évaluation à mi-parcours); et l'évaluation finale en 1991.

Contribution des organisations internationales

Les organisations internationales peuvent comme elles l'ont effectivement fait considérablement contribuer aux efforts de développement des pays africains. Elles ont apporté leur appui dans l'identification, la formulation et l'exécution des projets aux niveaux national, sous-régional ou régional. L'avantage des organisations internationales, c'est qu'elles disposent notamment d'une somme considérable d'expériences des réalités similaires dans d'autres régions, ou pays et disposent également d'informations tirées de diverses études sur les différents aspects techniques des projets industriels.

26. S'agissant du suivi de la mise en oeuvre des programmes de la Décennie, les organisations internationales comme l'ONUDI, la CEM et l'CUA doivent sous forme d'aide fournir des informations concernant les résultats des études effectuées sur les différents projets dans des conditions analogues à celles qui prévalent en Afrique; elles doivent aider à l'organisation des ateliers sur certains aspects de la mise en oeuvre des programmes de la Décennie ainsi qu'à celle des missions d'évaluation des projets multinationaux et prendre part à ces missions.

27. En ce qui concerne le suivi de la mise en oeuvre du programme

au sein du système des Nations Unies, conformément à son rôle principal de coordination ^{de} toutes les activités industrielles au sein du système des Nations Unies, on s'attend à ce que l'ONUDI ^{au système} entreprenne et coordonne les activités et les contributions faites au sein du ^{des} Nations Unies y compris l'assistance technique et financière non seulement en faveur des programmes nationaux mais également en faveur des programmes régionaux.

28. Afin de consacrer le maximum des contributions qui seraient faites par d'autres organisations concernées au sein du système des Nations Unies à l'élaboration et à l'exécution des programmes de la Décennie et des activités connexes, il sera mis sur pied un mécanisme Ad Hoc de coordinations au sein du système des Nations Unies qui aiderait et conseillera l'ONUDI et la CEL dans la coordination et le suivi des contributions reçues du système des Nations Unies. L'aide du système des Nations Unies, en particulier celle de l'ONUDI et de la CEL devant notamment consister à renforcer les divers mécanismes nationaux, sous-régionaux, régionaux et continentaux identifiés ci-dessus en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre des projets et des programmes de la Décennie.

IV CONCLUSION

29. Le présent document formule des propositions concernant l'aide à apporter aux pays africains tant au niveau national qu'aux niveaux sous-régional, régional et continental afin de renforcer les mécanismes déjà existants ou de créer de nouveaux mécanismes pour la coordination et le suivi de l'exécution du programme, des projets et des activités au titre de la Décennie pour le Développement industriel de l'Afrique. Les propositions avancées ne sont réellement exhaustives et ne prétendent pas fournir une solution définitive pour chaque pays ou chaque organisation sous-régionale ou régionale. Elles doivent donc être examinées à la lumière de la situation et de la pratique prévalant dans chaque pays, dans chaque sous-région ou région ainsi qu'à la lumière des **information** pertinentes utilisées. L'OUA, l'ONUDI et la CEL sont disposées à aider sur demande de tout pays, ou toute organisation sous-régionale et régionale à évaluer les progrès accomplis dans l'amélioration des mécanismes existants ou la création de nouveaux mécanismes qui soient mieux adaptés à leurs besoins et aux conditions locales.

30. Tel que stipulé dans le préambule du Plan d'Action de Lagos, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont déclarés convaincus que le succès de la Décennie nécessiterait de la part de toutes les peuples africains la même détermination, les mêmes sacrifices, les mêmes engagements et les mêmes ressources que ceux qui ont assuré au continent une liberté politique quasi-totale.

31. C'est devenue une pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et c'est en fait un effort louable de sa part de proclamer des décennies pour des questions précises. Les pays africains ont également adopté comme approche la planification économique pour assurer leur transformation économique. Malheureusement dans tous ces pays, l'exécution des plans de développement économique n'a pas bénéficié du même sérieux du même dévouement et des mêmes ressources que ceux apportés à leur élaboration. Il inutile d'élaborer des plans à moins que les pays ne puissent et ne veuillent les exécuter. A cet égard, il convient de rappeler que la résolution adoptée par la Trente Septième Session Ordinaire du Conseil des Ministres de l'OUA sur le développement industriel en Afrique demande dans le paragraphe 5 du dispositif "à tous les Etats membres de l'OUA de prendre avec l'assistance de l'ONUDI et du PMUD, les mesures nécessaires à la formulation et à la mise en œuvre de programmes spécifiques dans le cadre de la Décennie et cela aux niveaux tant national que sous-régional et régional". 8/

8/ CI/Res. 886 (XXXVII) paragraphe 5.